



DISCOURS DE VACLAV HAVEL AU PARLEMENT EUROPÉEN Mercredi 11 Novembre 2009

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Je vous remercie pour votre invitation et l'opportunité qui m'est donnée de vous adresser la parole au moment où nous célébrons le vingtième anniversaire de l'ouverture spectaculaire de frontières proches, la coupure des fils barbelés, la destruction des murs isolant les nations européennes et, en ce qui concerne l'Allemagne, celle du mur divisant deux parties de la même nation. Ce fut la fin de la division bipolaire non seulement de l'Europe, mais, dans une large mesure, du monde dans sa globalité. En ce moment historique si important, on eut l'impression, de toutes parts, que désormais la quiétude régnerait et que le monde deviendrait tout simplement florissant.

Ce ne fut pas le cas. L'Histoire ne s'arrêta pas, évidemment. Il est alors plus important de célébrer le présent anniversaire, non comme une invitation à réfléchir au présent mais surtout comme un défi à envisager l'avenir. Je m'attacherai à cette réflexion en traitant de cinq points portant sur le thème de l'unification européenne.

I. Personne n'était complètement préparé à une disparition si rapide du Rideau de Fer. L'eussions-nous été, que c'eût été contre nature. Il s'en est suivi une phase de perplexité, une recherche d'alternatives diverses, une grande incertitude. Ensuite l'OTAN eut la hardiesse d'accepter de nouveaux membres, avec comme conséquence leur ancrage et leur application à se préparer à rejoindre l'Union Européenne. L'Union Européenne commença, alors et en conséquence, à ouvrir ses portes aux nouvelles démocraties de l'Europe centrale et orientale. De temps en temps ces pays lui causèrent des maux de tête de nature diverse. Mais c'est tout à fait compréhensible. Une culture politique démocratique ne peut naître ou être renouvelée du jour au lendemain. Il faut du temps et parallèlement de nombreux problèmes, non prévus, doivent être résolus. Le communisme a régné une fois (et, espérons le, pour la dernière fois) dans le monde contemporain, faisant par là-même une nouveauté du phénomène post communiste. Nous devons mesurer les conséquences du règne de la peur durant tant d'années comme des dangers

issus d'une redistribution de la propriété, sans précédent dans l'histoire. Autant d'obstacles passés et présents qui nous procurent seulement aujourd'hui l'expérience pour juger de la situation.

Je crois toutefois que l'Ouest a choisi la bonne méthode. Toute autre approche lui aurait même causé plus d'inquiétudes et aurait été bien plus coûteuse. Non seulement elle aurait déclenché une nouvelle bataille des sphères d'influence, ou la domination d'un groupe par un autre, mais les états demeurant aux portes de l'Occident auraient constitué le terreau de divers nationalismes et populismes, avec leurs milices armées, source de dangereux conflits locaux. Ces derniers auraient été d'autant plus dangereux que, pour des raisons bien connues, aucune conférence de la paix n'a réellement, après la deuxième guerre mondiale, décidé d'un accord irrévocable, précis, d'une durée indéterminée pour l'Europe de l'après guerre. Je pense que nombre de ceux qui jusqu'à une époque récente brandissaient un drapeau orné du marteau et de la faucille seraient capables, sans autre façon, de le remplacer par un drapeau national. Pour s'en convaincre, il suffit de se tourner vers l'ex Yougoslavie. Les démons, c'est bien connu, réveillent toujours d'autres démons. Et personne ne peut affirmer qu'une telle contagion n'infectera pas un jour la partie occidentale de l'Europe. Et nous vivons dans une période de l'Histoire où, dans un contexte de mondialisation, tout conflit local peut aisément engendrer une guerre mondiale.

Dès lors l'approche adoptée fut la plus naturelle en termes historiques et la plus avantageuse en termes pratiques. De plus cette approche put aussi être interprétée comme l'expression d'une responsabilité sérieusement partagée dans la prise en compte des problèmes survenus dans un passé récent, qui trouvent en partie leur origine dans l'imprévoyance de certaines concessions du monde démocratique. En résumé : même si nous avons pu gêner l'Union Européenne jusqu'à aujourd'hui, il a valu la peine de nous y impliquer, car toute autre alternative aurait été à ce jour probablement bien pire et plus dangereuse. En l'état actuel des choses, nous devons demander à l'Europe de faire preuve de patience et de compréhension.

Toutefois la question se pose de notre apport à l'Europe. J'ai longtemps pensé que, après ce que nous avons subi sous le système totalitaire, nous devons – ou même qu'il était de notre devoir – d'expliquer aux autres, d'une manière convaincante, ce que nous avons enduré et d'en tirer les conclusions spécifiques. Ce n'est pas une tâche facile et je ne suis pas certain que nous ayons réussi dans cette voie. Le problème réside dans les formes discrètes que prennent les débuts du totalitarisme ou des formes autoritaires de gouvernement, ces derniers employant d'ingénieux moyens de contrôle de la société. Ce n'est qu'aujourd'hui et rétrospectivement que nombre d'entre nous réalisent combien nous nous sommes empêtrés dans le tissu totalitaire d'une façon détournée. Tout cela nous amène à faire preuve d'une circonspection

particulière. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrons contribuer à la garantie que ce que nous avons enduré ne se reproduira jamais.

Que faut-il faire ?

Tout d'abord affirmer notre pleine et entière solidarité avec tous ceux qui souffrent des régimes totalitaires ou autoritaires et ce partout dans le monde. Aucun intérêt économique ou autre ne doit faire obstacle à cette solidarité. Tout compromis, mineur, discret et bien intentionné peut avoir des conséquences fatales, que ce soit à long terme ou indirectement. D'ailleurs, l'Europe eut à pâtir des politiques dites d'apaisement. Notre appui peut aider, bien plus que nous ne pouvons l'imaginer, les gens éclairés ou les témoins courageux de la situation en Corée du Nord, Birmanie, Iran, Tibet, Biélorussie, Cuba ou partout ailleurs. Mais cela nous aidera aussi. Nous aidera à bâtir un monde meilleur et à être plus francs avec nous-mêmes : en d'autres termes, à mettre en pratique les valeurs que nous proclamons en termes généraux.

Le Parlement Européen a récemment attribué le Prix Sakharov à « Memorial », l'association russe qui contrôle le respect des droits de l'homme en Russie. Je pense que cet acte revêt une grande importance. Je rappelle également l'importance, pour mon pays, de l'invitation formulée par le Président français à nous autres –l'opposition– à participer à un petit déjeuner de travail durant son séjour et ce contre la volonté des dirigeants de l'État. Cela peut paraître anodin. Il faut cependant bien comprendre comment évoluent les choses dans les régimes totalitaires : un simple petit déjeuner ou la simple interdiction d'une manifestation étudiante peuvent –dans certaines circonstances– être à l'origine d'un bouleversement historique.

II. Notre identité provient non seulement de ce qui est unique en nous en tant qu'individus, mais aussi de certaines couches de sédiments identitaires partagées. L'identité de chacun d'entre nous est façonnée, à un degré plus ou moins étendu, par notre appartenance à une famille, à une communauté, à une région, à une entreprise, à une église, à une association, à un parti politique, à une nation, à une zone de civilisation et, enfin et non des moindres, à la communauté planétaire. Le tout est fonction des différents foyers auxquels nous sommes rattachés : selon la localisation géographique ou les opinions, la langue, le caractère ethnique ou d'autres critères. Tout ceci nous aide à nous construire. Et la liaison s'opère avec nos différentes qualités, nos buts, nos affinités, nos penchants, nos sources de fierté, nos emblèmes, traditions, coutumes, habitudes et particularités. En résumé, le monde est rempli de diversité, ce qui est également vrai pour le genre humain et chacun de nous.

Ces affiliations partagées sont aussi à l'origine d'une souveraineté partagée, évidemment. À chaque niveau de nos identités nous possédons une certaine

mesure de souveraineté mais personne ne possède la souveraineté absolue ou n'est en passe de l'acquérir. La seule chose qui importe réside dans la complémentarité mutuelle de ces souverainetés et, dans la mesure du possible, dans l'absence de contradictions entre elles.

Je suis sûr que vous pressentez la suite de ma pensée en cet instant : au bout du compte, dans une large mesure, nous en arrivons aux débats sur la constitution européenne et le traité de Lisbonne et subséquemment à la relation entre les souverainetés nationales et européenne.

La réponse est évidente : les deux doivent être complémentaires.

Tout d'abord, le fait de me sentir européen ne signifie pas que je cesse d'être tchèque. Bien au contraire : en tant que tchèque je suis également européen. J'aurais tendance à donner dans la poésie en affirmant que l'Europe est « la patrie de nos patries ».

Je suis également convaincu que la souveraineté européenne ira en s'accroissant graduellement. Selon quel tempo ? Je ne puis y répondre. J'ignore également les chemins détournés qu'il faudra emprunter. Mais ce que je sais c'est que le processus d'intégration continuera car il correspond à l'intérêt fondamental, et pour ainsi dire existentiel, de chacun et pas seulement des Européens.

Les raisons en sont évidentes : nous appartenons à une civilisation mondialisée dans laquelle il importe peu que le propriétaire d'une conserverie au Grønland vive à Taïwan et possède une partie du capital d'une banque au Brésil ou que le propriétaire de mines en République Tchèque mène ses affaires à partir d'un ordinateur basé en Islande. Dans un tel contexte différentes associations supranationales ou continentales joueront un rôle de plus en plus important. Ce n'est pas la fin des États nations, ni maintenant ni plus tard. Ils continueront à s'associer et travailler ensemble à bien des égards. Les avancées technologiques et économiques l'exigent. Par ailleurs, au moment où le monde marche vers une unification inquiétante, la mise en place de différentes associations d'états et de nations, partageant certaines affinités, pourra constituer l'instrument d'une meilleure protection de leurs identités nationales ou régionales.

Le regroupement graduel et non coercitif d'états renforce naturellement la coexistence pacifique. La majorité des guerres dans les siècles passés n'ont-elles pas opposé des États nations ? Comment mieux endiguer divers démons nationaux qu'en pratiquant la coopération entre les nations ?

Cependant, la seule voie pour parvenir à une délégation de souveraineté réside dans une identification citoyenne et politique. J'ai observé que dans notre pays –et très probablement dans beaucoup d'autres– les gens parlent

de « nous » –les Tchèques en ce qui me concerne– et d'« eux », ce terme désignant de dangereux étrangers de Bruxelles, comme si nous n'étions pas nous aussi à Bruxelles ! Cette division entre les « nous », bons par définition, et les « mauvais, eux », qui veulent nous faire du tort à n'importe quel prix, est la preuve tangible d'une chose : l'insuffisante compréhension du principe même de l'intégration. Voilà un problème qu'il faut aborder avec patience.

Nous sommes tous dans le même bateau et ce bateau fait bonne route. Et il continuera ainsi tant que tous ses passagers se partageront les responsabilités et ne joueront pas leur propre partition en fonction de leurs intérêts propres. Exiger des intérêts nationaux non spécifiés, marque d'une absence de confiance en soi, ne constitue en aucune façon le moyen d'acquérir du prestige ou une position exceptionnelle dans une communauté existante. On ne peut y parvenir qu'au moyen d'une interaction résolue avec les autres et un engagement dans la cause commune.

III. Pendant des siècles l'Europe a été le centre de la civilisation sur notre planète, et même si ce n'était pas la réalité, on pensait qu'il en était ainsi. Ce qui lui donna le droit d'exporter sa culture, sa religion et ses inventions dans le monde entier sans se préoccuper du bien fondé de ces actions. De plus, à de nombreuses reprises, l'exportation de ces valeurs fut liée à l'emploi de la violence. En fait on peut dire que toute la civilisation des temps modernes, qui tire son origine de l'Europe, pas seulement pour les réalisations magnifiques opérées pour le monde, est aussi la cause de son actuelle imprévoyance.

Ce devrait être une leçon pour l'Europe, qui devrait trouver une nouvelle inspiration. En d'autres termes, en n'imposant rien au monde mais en cherchant simplement à être une source d'inspiration. En donnant l'exemple aux autres, sans que ces derniers soient obligés de le suivre.

Il n'existe pas d'autre région au monde qui présente une telle concentration de tant de nations ou de groupes ethniques, sans parler de toutes les minorités et des minorités dans les minorités. Cependant dans les dernières décades l'Europe a réussi à créer l'union supranationale la plus solide dans le monde d'aujourd'hui. Et pourtant –et c'est le plus important– cette union n'a pas été la résultante –comme invariablement dans le passé– de la conquête du plus faible par le plus fort. Au contraire, elle a été le fruit d'accords pragmatiques. Ainsi l'intégration est passée du champ de bataille à la salle de conférences. On ne pouvait faire autrement et on est en présence d'un défi pour le reste du monde.

J'ai mentionné l'importance grandissante des entités supranationales dans notre monde. J'estime que dans les décades à venir l'ordre politique reposera sur une coopération créative et un partenariat entre ces entités

supranationales ou continentales, fondés sur une communauté de destin minimale, mais plus encore sur des considérations plus morales que politiques.

Cependant, si ces relations doivent avoir une signification, elles nécessitent deux principes fondamentaux : un traitement d'égal à égal et une sincérité totale. Une relation dans laquelle, pour des raisons pratiques –comme la peur de l'interruption de la livraison de pétrole ou du gaz– les gens ont des œillères et oublient tout des meurtres de journalistes critiques ou d'autres phénomènes négatifs similaires –même si dans d'autres circonstances ils en auraient facilement parlé– les rapports ne sont pas basés sur le partenariat mais bel et bien sur la duplicité. Des partenaires réels doivent pouvoir échanger pleinement leurs opinions, dire la totale vérité, en d'autres mots, et être à même également de tout entendre.

L'intégration européenne, grâce à laquelle une grande partie de notre continent a pu vivre si longtemps en paix, est vraiment une expérience unique d'union démocratique d'états. Ce n'est pas une fédération pure, pas plus une confédération traditionnelle. C'est tout simplement quelque chose de nouveau. C'est une expérimentation dont on espère qu'elle sera instructive pour les autres !

Mais ce n'est pas le plus important. J'ai la conviction que l'Union Européenne peut apporter au reste du monde quelque chose de plus profond que le modèle actuel de coopération internationale. Je fais référence aux efforts entrepris pour remédier aux situations douteuses qui sont la marque de la civilisation contemporaine prédéterminée ou influencée par l'Europe. Cette tendance est en voie de développement.

J'ai dans l'esprit le renoncement au culte du profit à tout prix et sans prise en compte de ses conséquences irréversibles à long terme, le renoncement au culte de la croissance quantitative et de la « croissance pour la croissance », le renoncement à l'idéal primitif de rattraper et dépasser l'Amérique ou la Chine ou toute autre puissance, tout comme le renoncement à une périlleuse colonisation de la Terre et au pillage stupide de la planète sans tenir compte de l'environnement et des intérêts des générations futures. Je fais bien sûr référence aux intelligentes économies d'énergie, au succès reconnu quand un État n'a pas augmenté mais au contraire réduit sa consommation.

Ce ne sera en fait envisageable, cependant, que si un changement s'opère dans l'âme même de nos contemporains européens. À la lumière des dernières découvertes dans le cosmos, ils devraient faire preuve d'un peu plus d'humilité et réfléchir à ce qui se passera après leur mort. Ils devraient manifester de la déférence devant le mystère de l'univers et de l'infini, en somme renouer une meilleure relation avec l'éternité et l'infini, comme ce fut le cas dans les phases initiales du développement européen. Nous devons savoir que tout ce qui s'est

passé peut à nouveau se produire, que la mémoire de toute chose est retenue quelque part, même sous la forme d'une lumière fulgurante, et que rien n'est à tout jamais pardonné.

Revenons-en à la problématique de l'Europe et des autres : l'écrasante majorité des guerres dans l'histoire de l'humanité furent des guerres de frontières et de territoires. Il faut en tirer une leçon importante : les États nations, mais aussi les communautés supranationales, ont une claire conscience de l'étendue de leurs territoires. Des frontières floues ou disputées sont souvent source de malheur. L'Union Européenne doit en être persuadée. Elle doit en conséquence être claire quant à ses frontières extérieures. Si elle souhaite abolir les frontières, elle doit d'abord se positionner géographiquement. Elle doit ainsi s'identifier sur un espace plus large, donc planétaire. Ce serait alors une grande et très spécifique contribution à ce que nous demandons tous : la paix entre les peuples et nations de cette planète.

IV. Dans les débats européens, la question du partage de souveraineté est le plus souvent débattue en même temps que les questions institutionnelles. Je respecte l'énergie déployée dans ce sens par l'Union Européenne dans les dernières années ainsi que les succès rencontrés. À cet égard je me permettrai de considérer cette question dans une perspective à long terme.

Ce parlement, dans lequel vous siégez, est élu au suffrage universel et le nombre de sièges détenus par chaque État doit correspondre à sa taille. Je pense que le Parlement Européen devrait disposer de pouvoirs plus importants que ceux qui sont les siens actuellement, puisqu'il est la seule assemblée élue directement par tous les Européens. Cette activité législative devrait apparaître plus distinctement comme indépendante de l'activité exécutive. Le Parlement Européen n'a pas à être, aux yeux de tout un chacun, un embellissement dispendieux de l'Union Européenne.

Toutefois, je pense que dans le futur naîtra une autre assemblée, plus réduite, dont les membres seront élus par les parlements nationaux, selon le principe d'une égale représentation des États membres. Avec ce principe ou d'une façon similaire il sera possible de régler deux problèmes en même temps. Tout d'abord il sera mis fin au sentiment des parlements nationaux d'être exclus du processus de prise de décision européenne. D'autre part sera garantie, dans l'Union Européenne, l'existence d'une assemblée assurant une parfaite égalité entre tous les États membres. Une assemblée qui se réunira dans des circonstances particulières, à la demande d'un certain nombre de ses membres et pour des sujets requérant un consensus. De plus, une telle solution signifierait que la composition de la Commission n'a pas à être basée sur un ratio national compliqué et que le Conseil Européen n'a pas à délibérer selon des règles complexes. Je dois reconnaître, dans la mesure où je peux être concerné, qu'il est plus important pour les membres de la Commission d'être des

spécialistes dans leur domaine de compétences que d'être des patriotes à tout prix ou, qui plus est, les membres de partis déterminés.

Quant au Conseil Européen, il constitue pour l'instant un curieux amalgame des autorités exécutive et législative. Son statut doit être clarifié. J'estime qu'il devrait avoir une fonction similaire à celle des chefs d'État dans une démocratie parlementaire, en d'autres mots une direction, à la fois confidentielle et évidente, de l'union des États. Son représentant connu de tous doit être, comme déjà souligné par le Traité de Lisbonne, le Président dont la fonction est de grande importance : nous ne devons pas oublier qu'au cas où émergerait une direction par les États, le risque existe qu'elle disparaisse. Ce ne sera pas nécessairement le cas pour les communautés supranationales mais j'estime cependant qu'au moment où un seul visage représentera tout ce système complexe, une meilleure compréhension de l'ensemble sera assurée

À de nombreuses occasions j'ai fait savoir que je pensais qu'il serait magnifique que, tôt ou tard à l'avenir, existe une courte et lisible Constitution Européenne, compréhensible même des écoliers, l'additif, qui comprend déjà des centaines de pages, constituant simplement des annexes. Naturellement, un chapitre et une partie de cette constitution, ou même ses premières pages, devraient concerner la Charte des Droits Fondamentaux, sous la forme de la mise en valeur des valeurs et idéaux auxquels l'UE est attachée, et qu'elle entend faire correspondre à ses prises de décision.

V. Permettez moi une cinquième et dernière remarque, qui me ramènera au point de départ de mon discours.

Vue de loin, l'Union Européenne semble une machine très technocratique s'occupant seulement d'économie et d'argent. Les disputes sans fin sur les contributions budgétaires, les droits de douane, les règles des échanges et les différents règlements sont sans doute nécessaires et je ne les méprise pas le moins du monde. Qui plus est, je pense vraiment que les proverbiales recommandations ou directives concernant la cuisson du goulash –éternel objet de la risée eurosceptique– sont plus destinées à protéger un je ne sais quoi tchèque ou hongrois, qu'à attaquer l'identité d'un État particulier.

Je pense néanmoins que l'UE devrait donner une plus grande et plus évidente place aux choses qui revêtent vraiment de l'importance, à savoir ses fondations spirituelles et ses valeurs. Après tout, nous sommes en présence d'une tentative sans précédent de construction d'une grande et originale communauté supranationale sur la base du respect des libertés humaines et de la dignité de l'Homme, sur l'édification d'une véritable, et non simplement ostensible ou formelle, démocratie confiante dans le sens commun, l'honnêteté, et la force du dialogue équitable dans la communauté et à l'extérieur. Fondée également, naturellement, sur le respect des nations particulières, de leurs

traditions et réussites, des territoires qu'elles peuplent, de leurs demeures et du paysage qui les entoure. Et aussi, bien sûr, sur le respect des droits de l'Homme et de la solidarité humaine.

La riche histoire spirituelle et culturelle de l'Europe –mêlant des apports de l'Antiquité, du Judaïsme, de l'Islam, de la Renaissance et des Lumières– a créé un ensemble de valeurs incontestables, auquel l'Union Européenne rend des hommages peu sincères et qui est souvent considéré comme un bel emballage pour les choses qui comptent vraiment. Mais ces valeurs ne sont-elles pas ce qui compte vraiment et donne la direction à tout le reste ?

Je ne prêche pas la révolution ou toute solution radicale ici. Je plaide simplement pour une réflexion plus profonde sur les fondements mêmes de l'unification européenne, une culture plus énergique de notre « européenité » et un rapport organisé avec l'ordre moral qui va au-delà du monde de nos avantages immédiats ou d'un monde basé sur la seule prospérité et n'allant dans aucune direction particulière parce que déterminé par de seuls indicateurs quantitatifs.

Depuis vingt ans maintenant, l'Europe n'est plus coupée en deux. Je pense vraiment qu'elle n'acceptera plus jamais d'être divisée mais, au contraire, qu'elle se donnera les moyens d'une solidarité et d'une coopération toujours plus grandes. Je souhaite que l'Ode à la Joie de Schiller cesse d'être pour nous et nos descendants un simple poème célébrant l'amitié entre les peuples mais qu'il devienne un puissant symbole de notre combat commun pour un monde plus humain.

Je vous remercie pour votre attention.

Copyright Agence Europe.

Traduit de l'anglais par Yves Lagier, ancien président de l'UEF France.

Besançon, novembre 2009.